Céline SPECTOR, *Montesquieu. Liberté, droit et histoire*

Paris, Michalon, 2010, 310 p., ISBN 978-2-84626-298-9, 17,24 €.

Jacques Guilhaumou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12899>

DOI : 10.4000/ahrf.12899

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2013

Pagination : 217-218

ISBN : 9782200928261

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jacques Guilhaumou, « Céline SPECTOR, *Montesquieu. Liberté, droit et histoire* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 373 | juillet-septembre 2013, mis en ligne le 03 octobre 2013, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12899> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12899>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Céline SPECTOR, *Montesquieu. Liberté, droit et histoire*

Paris, Michalon, 2010, 310 p., ISBN 978-2-84626-298-9, 17,24 €.

Jacques Guilhaumou

RÉFÉRENCE

Céline SPECTOR, *Montesquieu. Liberté, droit et histoire*. Paris, Michalon, 2010, 310 p., ISBN 978-2-84626-298-9, 17,24 €.

- 1 En quoi la politique a-t-elle besoin de la métaphysique ? Cette question tout à fait légitime préoccupe centralement les spécialistes français de philosophie politique, tout particulièrement depuis la redécouverte de l'importance de Hobbes par Yves Charles Zarka. Ainsi la thématique *Philosophie et politique à l'âge classique* – titre d'un ouvrage de ce chercheur paru aux PUF en 1998 – construit en France une historiographie philosophique en politique, de Pascal à Rousseau, qui prend en compte le texte lui-même – l'énoncé donc – et ses conditions d'énonciation. Il ressort généralement de ce point de vue métaphysique en philosophie politique un grand absent, de manière pour le moins paradoxale, Montesquieu, et bien sûr *L'Esprit des lois*. Certes, cela tient à l'objet de *L'Esprit des lois*, les sociétés réelles, et à son matériau, les données empiriques, certes sur un mode sociologique – que Céline Spector, dans la lignée d'Auguste Comte, met bien en valeur –, mais toujours sur la base des principes, oubliés à tort, des institutions. Ainsi, le renouvellement récent de la réflexion sur la notion de système dans l'épistémologie du XVIII^e siècle – en particulier à l'initiative du philosophe André Charrak –, permet d'aborder, comme le fait Céline Spector, le système de Montesquieu en tant que philosophie des histoires apte à rendre compte de la totalité des principes qui gouvernent les hommes. Ce qui prime pour cette chercheuse, c'est donc le caractère systématique de *L'Esprit des lois*, sa propension explicite à tenir tout un système. Montesquieu apparaît alors, dans *L'Esprit des lois*, comme un philosophe empiriste dans la mesure où il nous fournit des informations positives sur son objet, la société, tout en

introduisant sa part spécifique de réflexion : la nécessité naturelle, c'est-à-dire liée aux besoins humains, de situer le législateur à l'horizon de l'esprit de modération. Est-ce alors le résultat d'une simple énumération de lois rationnelles basée sur la stricte partition entre en les données empiriques et leur traitement ? L'ouvrage de Céline Spector laisse ouverte cette question. Quoi qu'il en soit, il demeure d'une telle oscillation entre empirisme et rationalisme un souci central chez Montesquieu d'exposer la « science nouvelle » selon un ordre naturel d'enchaînement des principes sociaux et des causes morales des institutions aptes à rendre compte de la constitution et de la classification des régimes politiques. Montesquieu le fait d'un point de vue réflexif et comparatif, bien souligné par l'usage du *Je* et son souci de promouvoir une théorie de la prudence du législateur. La notion d'ordre est tout aussi présente dans la mesure où elle permet, au-delà du chaos apparent des lois, des mœurs et des institutions, d'en retrouver l'intelligibilité. Céline Spector retrace alors, chapitre après chapitre, l'architectonique d'un système selon un ordre, une constitution apte à mettre en évidence les choix possibles du législateur. Il est d'abord question de la théorie de la loi dans sa signification la plus étendue, donc selon des rapports nécessaires, naturelle. Ici la référence à Hobbes permet à Montesquieu de se singulariser en s'en différenciant par l'insistance sur la marque négative de l'universel en regard de la positivité des lois. Chaque législation s'avère singulière en lien avec l'histoire naturelle des besoins des peuples : l'art politique s'oriente alors vers un principe de convenance. La norme de la modération prend bien forme dès le départ de la réflexion. Le point suivant concerne la très célèbre typologie des gouvernements d'ordre comparatiste. Que dire de plus, avec les innombrables commentateurs de *L'Esprit des lois*, sur la différence entre la république, la monarchie et les états despotiques ? Que le point essentiel concerne une vision rationaliste du droit basée sur les mœurs. Montesquieu en vient donc à élaborer une théorie des principes associés à chaque type de gouvernement avec la mise en avant de la vertu, en négatif des passions despotiques. L'honneur s'y ajoute en unissant principe moteur et principe inhibiteur. Céline Spector nous propose ensuite, selon la même règle architectonique, d'aborder l'élément central, « l'esprit de modération » propice à la liberté politique, tout en prenant modèle sur la constitution anglaise. Un autre point important concerne la diversité des sociétés du point de vue de leurs causes, où l'on retrouve la célèbre théorie des climats. Nous sommes toujours ici dans la recherche des conditions propices à la modération, quitte à forcer la nature même d'un climat. Un concept se précise, celui d'esprit général, dont l'héritage chez Hegel, peu enclin à suivre la tradition libérale - voir Domenico Losurdo, *Hegel et les libéraux*, Paris, PUF, 1992 -, est à la fois attesté et complexe. L'esprit général s'avère ainsi l'effet de la composition des multiples causes et facteurs mis en évidence antérieurement, ce qui ajoute du divers et de l'hétérogène dans le système même. Céline Spector conclut son ouvrage en revenant sur le dessein de *L'Esprit des lois*. Il s'agit bien de promouvoir un lieu de réflexion de nature libérale, c'est-à-dire propre à conseiller le législateur. Vertu, convenance, modération sont autant de niveaux, du principe à l'esprit même du gouvernement en passant par la convenance naturelle, d'un nouvel art politique jugé le plus en affinité possible avec le législateur.

- 2 Un récent colloque organisé en 2010 par Catherine Volpihac-Augier à l'ENS de Lyon sur *L'Esprit des lois*, et publié en 2012 dans la *Revue Française d'histoire des idées politiques*, met l'accent sur l'importance de l'appel au lecteur dans cet ouvrage majeur de Montesquieu, par le fait même des débats et polémiques attestés dès sa parution en 1748. Ainsi se précise le fait que le lectorat ainsi constitué forme d'emblée une

conscience critique dont nous avons hérité. Les leçons et les lectures de l'ouvrage n'ont en effet jamais cessé au regard du citoyen que nous sommes, ou tout du moins que nous aspirons à être. Certes, l'esprit de modération ainsi promu doit, avec Rousseau et la Révolution française, se confronter avec l'esprit radical. Cependant Céline Spector n'y perçoit pas une contradiction dans la mesure où le mot d'ordre de modération prend tout son sens dans la lutte contre le despotisme. L'ouvrage se termine par une longue bibliographie (p. 285-307) fort utile pour entrer plus avant dans la théorie politique de Montesquieu.